

## Article 21 du Règlement

## LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT

## LES PROGRÈS DÉCOULANT DES TRAVAUX DE RECHERCHE DES SCIENTIFIQUES

**M. Reginald Stackhouse (Scarborough-Ouest):** Monsieur le Président, les gens les plus faciles à tourner en dérision à la Chambre sont les enseignants. Aucun député n'oserait dire un mot contre les agriculteurs, les pêcheurs, les ouvriers ou les chefs d'entreprise, à condition qu'ils soient modestes. Mais n'importe qui peut un jour dénigrer les professeurs sans craindre des représailles.

Pourtant, les autos que l'on utilise pour se rendre au travail, nos instruments de travail, l'économie qui rend le travail possible et ce qui satisfait presque tous les besoins légitimes sont le fruit des progrès découlant des travaux de recherche des scientifiques et des savants, surtout ceux des universités.

Tous les paliers de gouvernement et l'ensemble du secteur privé devraient faire de la recherche une priorité du financement car elle a de plus en plus besoin de capitaux. Sans la recherche, le Canada n'aurait pas pu connaître la prospérité au cours du XX<sup>e</sup> siècle et ne pourrait pas espérer progresser au cours du XXI<sup>e</sup> siècle.

\* \* \*

[Français]

## LE PARTI PROGRESSISTE CONSERVATEUR

## L'ÉTABLISSEMENT D'UNE AGENCE SPATIALE ET LA SITUATION DES TRAVAILLEURS ÂGÉS EU ÉGARD À L'ASSURANCE-CHÔMAGE

**M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie):** Monsieur le Président, comme ma collègue d'Outremont (M<sup>me</sup> Pépin) l'a mentionné, la Chambre de commerce de Montréal, le Board of Trade de Montréal, le maire de Montréal et, hier, les éditorialistes des journaux de Montréal, l'Assemblée nationale du Québec, pour la deuxième fois, l'opposition, le Parti québécois et le Parti libéral acceptaient une motion unanime voulant que le gouvernement Mulroney confirme que Montréal soit le centre de l'aérospatiale en implantant l'Agence spatiale à Montréal.

Monsieur le Président, il est important, premièrement, qu'en fin de semaine au conseil général des députés conservateurs qui se réunissent à Québec, ils adoptent une motion unanime pour que Montréal soit favorisé et, deuxièmement, à ce même conseil général, les députés conservateurs devraient adopter une motion unanime pour enlever la discrimination à l'endroit des travailleurs âgés au niveau de l'assurance-chômage.

[Traduction]

## LE PRINTEMPS

VOICI DES JONQUILLES DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE—  
HOURRA!

**M. Ted Schellenberg (Nanaimo—Alberni):** Monsieur le Président, nous vivons une journée très spéciale. Non seulement c'est le quarante-huitième anniversaire du premier ministre du Canada (M. Mulroney)...

Des voix: Bravo!

**M. Schellenberg:** ... mais c'est aussi le dernier jour de l'hiver. En effet, «l'hiver de notre déplaisir» prend fin et le printemps commence officiellement ce soir.

Comme vous en conviendrez, monsieur le Président, le printemps est éternel dans notre province d'origine, la Colombie-Britannique. Le soleil y brille en permanence, les fleurs y couvrent nos parterres à longueur d'année, et l'océan caresse doucement nos côtes.

Mais nous sommes des gens magnanimes en ce que nous acceptons de partager notre bonne fortune avec les Canadiens de l'Est; alors que la neige est souillée et toute grise à Ottawa, les députés venus du paradis du Pacifique ont offert des jonquilles à tous leurs collègues de la Chambre.

Elles nous viennent de Vancouver, de la station de radio CKNW indicatif qui cette année encore veut dire: «*Canadians know nice weather*». Ces jonquilles sont le symbole du printemps et en anglais nous disons:

*Spring has sprung.**The grass is riz...**British Columbia is where**The shunshine is!*

Des voix: Bravo!

\* \* \*

• (1115)

## LES PORTS

LES PORTS POUR PETITS BATEAUX—DEMANDE DE FONDS  
SUPPLÉMENTAIRES POUR L'ENTRETIEN

**M. Jim Manly (Cowichan—Malahat—Les Îles):** Monsieur le Président, le ministère des Pêches n'a affecté que 47,5 millions de dollars à l'entretien des ports pour petits bateaux. Selon les estimations de M. Mike Godin de la Direction de l'entretien portuaire, un budget annuel de 120 millions est nécessaire. Si de telles dépenses ne sont pas autorisées, il faudra fermer d'ici cinq ans environ 150 ports de pêche de classe C.

Autrement dit, le gouvernement n'assure pas l'entretien de l'infrastructure de base de nos industries de la pêche et du tourisme. Dans certains cas, si un incendie se déclare sur un bateau de pêche, il sera impossible aux camions de pompiers d'y avoir accès. Par ailleurs, les droits de permis de pêche sur la côte du Pacifique ont doublé et les droits d'amarrage ont plus que doublé.